

KULTUR ELLE

International wie regional: Rückschritte bei der Gleichstellung

Wohin wir auch blicken, müssen wir zurzeit Fortschritte verteidigen oder unter dem Deckmantel der Gleichstellung Verschlechterungen der Situation der Frauen hinnehmen: Sei es die hauchdünne Niederlage bei der jüngsten AHV-Abstimmung, das Bundesgerichtsurteil zur «Eigenverantwortung der Frauen» beim Erwerb nach einer Scheidung oder der erneute Versuch der AbtreibungsgegnerInnen, Frauen als unmündig hinzustellen.

Dabei ist ein Faktor ausschlaggebend: Solange die Rahmenbedingungen für Frauen und Familien nicht familienfreundlicher werden - hinsichtlich Steuern, Kinderbetreuung, Teilzeitarbeit, Lohnschere in sozialen Berufen – solange wird der Anteil an Frauen, die arbeiten, nicht signifikant steigen, und deshalb auch nicht die generelle Lohnsumme, welche Beiträge generiert. Das Gleichstellungsgesetz gibt es seit 40 Jahren, trotzdem zeigt der Vergleich der Löhne (der GOEG 2018 besagt, dass Einkommen von Frauen, bezogen auf alle im Erwerbsalter von 15 bis 64 Jahren geleisteten Arbeitsstunden, 43,2% niedriger ist als das der Männer) nach wie vor einen grossen Unterschied - das wirkt sich auf die Renten aus: 34 % weniger Rentenanteile beziehen die Frauen.

(Quelle: www.admin.ch)

Deshalb unser Aufruf an die Frauen: Kümmt euch um eure finanzielle Situation, trefft schriftliche Absprachen mit euren PartnerInnen, arbeitet auch, wenn nach Abzug der Steu-

ern und der Kinderbetreuung nicht viel bleibt. Es geht um eure Unabhängigkeit! (siehe den Kommentar von www.ellexx.com)

Leider sehen wir nun diesen Druck auf die sozial schlechter gestellten Personen auch in den Sparmassnahmen der Stadt Biel, die aktuell diskutiert werden. Bei Drucklegung dieser Ausgabe ist die Debatte im Stadtrat vorbei und die Abstimmung steht noch ins Haus: Wir sind gespannt!

Enora Brunet stellt in dieser KulturElle die Schweiz in den internationalen Kontext; einige Stadträtinnen analysieren die Bieler Sparmassnahmen mit dem Genderblick. Dazu geben wir zwei Bieler Organisationen Raum, die der Gewalt an Frauen die Stirn bieten. Es bleibt auf allen Ebenen viel zu tun.

Sabine Schnell, Nicole Ding



Classement mondial de l'égalité: la Suisse recule de trois rangs

Chaque année, le Forum Économique Mondial publie son rapport en matière d'égalité homme-femme dans le monde. 156 pays sont classés selon différents critères socio-professionnels tels que l'accès à l'éducation, le pourcentage de temps de travail, l'accès aux postes à responsabilités, à la santé ou encore aux métiers peu engageants pour les femmes comme la politique. Par exemple, l'Islande, la Finlande et la Norvège ouvrent ce classement avec un taux d'égalité homme-femme qui oscille entre 84 et 89%. Passée sous la barre des 80%, la Suisse se place au 10^e rang international, perdant ainsi trois places par rapport à 2020. Les Afghanes, quant à elles, referment ce classement à la 156^e place.

Partout, les écarts se creusent

Un point reste cependant commun à tous les pays. Les écarts se sont fortement creusés en une année, laissant transparaître une stagnation, voire une régression pour au moins 55 pays. Désormais, il faudrait compter 135 années de travail en matière d'égalité pour faire disparaître ces écarts. Le contexte 2020-2021 lié à la progression du Covid-19 a fragilisé toute une économie et a en particulier contribué à la précarité et à l'instabilité professionnelle de nombreuses femmes.

En termes d'écarts, certains chiffres restent difficiles à comprendre, comme par exemple, le maigre pourcentage (12,4%) de femmes lauréates du Prix Nobel en 2021 (4,1% en 1902),

ou encore le nombre de sièges parlementaires dédiés aux femmes en 2022. Le Rwanda arrive en tête avec 61,3% de sièges occupés par des femmes alors que la Suisse pointe au 37^e rang mondial avec 32,5%.

Les leviers égalitaires les plus significatifs restent les mêmes pour tous les pays intégrant le top 10 des pays «les plus égalitaires»: l'accès à l'éducation, aux postes de direction et aux postes politiques. Une nette amélioration de quelques points sur ces trois critères réduirait considérablement l'écart de nombreux pays.

Enora Brunet



La loi sur l'égalité date de 1991 : la lenteur des progrès est exaspérante



Das Gesetz datiert aus dem Jahr 1991, die Gleichstellung lässt auf sich warten

Le programme d'économie de la ville de Bienne touche-t-il particulièrement les femmes ?

Substance 2030 : comment la question de l'égalité est-elle prise en compte dans le paquet de mesures d'économies ? Des conseillères de ville, membres du groupement «femmes parlementaires», prennent position.

La Ville de Bienne entend corriger un déficit structurel en limitant les dépenses de 25 millions de francs par année sur une période allant de 2023 à 2030. Intitulé «Substance 2030», ce programme allie recettes et dépenses; cela signifie concrètement combiner l'augmentation de la quotité d'impôts et 160 mesures affectant les prestations du service public biennois.

La politique financière d'une collectivité publique est en étroite relation avec la qualité de vie de la population, au travers notamment de la fiscalité et des prestations des services publics. Avant toute décision de prélèvement et de redistribution de l'argent public, il convient de procéder à une analyse des possibilités et des besoins différenciés des divers secteurs de la population. Il est donc judicieux, avant de proposer comme ici des mesures d'assainissement budgétaires, d'en estimer l'impact sur la qualité de vie des femmes, en lien avec leur appartenance de genre et leur statut social. Ignorer cette nécessité, c'est entrer dans une logique assumée de renforcement des inégalités de genres; a contrario, une analyse s'appuyant sur des outils développés pour l'établissement de budgets sensibles au genre permet d'agir de manière plus équitable et vers un développement de l'égalité réelle (Cornet & Cecchini, s.d.) (Sancar, 2012).

La crise renforce les inégalités systémiques

Ce qui précède est d'autant plus pertinent que nous vivons une période de crise et qu'il n'est plus besoin de démontrer les inégalités systémiques qui touchent les femmes. La campagne contre AVS 21 en a largement diffusé les contours pour qui en doutait encore. La perte du pouvoir d'achat générée par l'inflation, l'augmentation des primes des caisses-maladie et du prix de l'énergie, ajoutées aux récemment votées augmentation de la TVA et de l'âge de la retraite vont mettre en difficulté et/ou appauvrir de nombreux secteurs de la population. Dès lors, dans quels domaines et comment le programme d'assainissement «Substance 2030», qui s'insère dans ce paysage, va-t-il toucher particulièrement les femmes ?

Les choix d'économies ne sont pas neutres

La méthode choisie par le Conseil Municipal présente les mesures en termes de gains financiers globaux pour chacune d'entre elles, listées par département, de manière éclatée. Une information détaillée manque la plupart du temps quant à l'impact sur le budget et la qualité de vie de la population, sur le maintien du tissu et du lien social (culture, vie associative, lieux de rencontres, ...) ainsi que sur les groupes sociaux plus spécifiquement visés. Il est néanmoins possible d'identifier des mesures susceptibles d'accroître les inégalités de genre, en voici quelques exemples :

- La limitation de l'entretien de l'espace public (espaces verts, nettoyage des rues, service hivernal, surveillance des toilettes publiques) à laquelle s'ajoute la suppression de la brigade de proximité SIP accroissent l'insécurité et limitent la liberté de déplacement de toutes les femmes dans l'espace public. De nombreuses études relèvent l'importance de ces éléments dans la constitution d'espaces non-genrés et la lutte contre le harcèlement de rue (Baumann, 2019). Il convient ici de mentionner tout particulièrement la limitation de déplacement et l'isolement imposé aux personnes âgées, dont la majorité sont des femmes, afin d'économiser sur le nettoyage des rues en hiver.
- L'augmentation des coûts liés à la prise en charge, à l'éducation et aux loisirs des enfants (facturation des collations dans les crèches et les écoles à journée continue, passeport vacances, école de musique, hausse des coûts pour l'usage des salles de sport...) affecte le portefeuille des familles et peut atteindre des sommes qui les incitent à renoncer à ces services. Liées à la différenciation des rôles sociaux, la dédicacation en temps, l'organisation et la charge mentale se reportent alors avant tout sur les femmes.

¹ Sécurité Intervention Prévention

² Postulat Claire Magnin 20110086 «Pour un budget sensible au genre»



Stadtratspräsidentin Ruth Tannenbaum und Finanzdirektorin Silvia Steidle: harte Zeiten für feministische Politikerinnen



Nous avons besoin d'hommes solidaires

- Les conditions de travail du personnel municipal vont se détériorer, quand il ne s'agira pas tout simplement de suppression de postes. Dans le premier cas, la limitation des formations continues, la réorganisation des places de bureau et la numérisation de nombreuses tâches vont toucher avant tout le personnel féminin de l'administration. La limitation du nettoyage, par exemple, et de la surveillance des bâtiments publics va entraîner une suppression de postes avant tout pour les nettoyeuses, personnel qui figure parmi les basses classes de salaire.
- De nombreuses institutions ou associations voient leurs subsides diminuer ou disparaître: la formation (université populaire), la culture (spectacles), mais aussi les institutions sociales (Pro Senectute; FamiliPlus, Amis des enfants, ...) et de quartier (Jardin Robinson; Petit Marais, ...); les subventions aux projets d'intégration proposés par les associations liées à la migration sont totalement supprimées. Toutes ces organisations jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale et offrent – souvent grâce à un énorme travail fourni par des bénévoles – des prestations gratuites ou à des prix accessibles. La diminution de leur offre ou leur disparition laisserait - outre un endommagement du lien social - de nombreuses personnes aux moyens limités sans possibilité d'accéder à des activités équivalentes. Parmi celles-ci, les femmes et les enfants, notamment en familles monoparentales, se verrait particulièrement touchés.

Ceci est d'autant plus impardonnable que les outils pour amortir ces inégalités existent et qu'un postulat déposé et approuvé en 2011 pour la mise en place d'un budget sensible au genre attend toujours sa réalisation².

Bienne, le 27 septembre 2022

Ariane Tonon, Manon Cuixeres, Marie Moeschler, Myriam Roth, Nina Schlup, Christiane Vlaiculescu-Graf

Note de la rédaction: Ce texte date de septembre, le Conseil de ville a adopté une résolution sur les mesures le 19 octobre qui sera soumise à la votation populaire le 27 novembre 2022.

Bibliographie

Baumann, P. (2019). *Genre et espace public Des villes pour toutes et tous.* (P. I. solidarité-PLS, Éd.) Récupéré sur PSL: <https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/na-2019-genre-espaces-publics.pdf>

Cornet, I., & Cecchini, I. (s.d.). Réduire les inégalités et améliorer ses performances: un défi pour les services publics. Consulté le septembre 2022, sur https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/Gender_budgeting_FR.pdf

Sancar, A.-M. (2012, juin). *Gender (Responsive) Budgeting: ein überzeugendes Instrument zur Umsetzung von Gleichstellungszügen.* Consulté le septembre 2022, sur KulturElle: https://www.frauenplatz-biel.ch/wp-content/uploads/2013/06/29_Kulturelle_2_12.pdf

Potion amère pour les femmes

Ces quelques exemples montrent que la question de l'égalité entre les genres n'est absolument pas prise en compte dans le programme «Substance 2030». Au contraire, les femmes subissent les conséquences des économies en tant que femmes dans l'espace public, professionnel, familial et social.

Suite en page 4 ➤



Frauen wollen mehr als lockere Versprechen



Welche Privilegien hütet der Venner?

«Substance 2030»: Ist der Erhalt der Errungenschaften der Gleichstellung ein Thema?

Einige Stadträtinnen, Mitglieder der Gruppe der Parlamentarierinnen, nehmen Stellung. Eine Zusammenfassung des obenstehenden Artikels.

Die Stadt Biel beabsichtigt, mit einer Steuererhöhung sowie der Einsparung von 25 Millionen an Ausgaben jährlich langfristig das strukturelle Defizit bis 2030 zu plafonieren. Diese 160 Massnahmen betreffen den Service public und die Verwaltung.

Die Finanzpolitik einer Stadt ist eng mit der Lebensqualität der Bevölkerung verknüpft, über die Steuern, aber auch über Dienstleistungen wie Kultur, Bildung und Unterstützung von u.a. Angeboten für Familien. Bevor Sparmassnahmen ergriffen werden, ist es unabdingbar, die Auswirkungen auf die Bereiche des täglichen Lebens zu analysieren. Wird dies unterlassen, zementieren die Massnahmen die bereits bestehenden Unterschiede zwischen Männern und Frauen, umso mehr, da wir aktuell in einer Krise leben: die Preise steigen, die Auswirkungen von Covid sind noch nicht verschwunden. (Cornet & Cecchini, s.d.) (Sancar, 2012).

Lebensqualität und sozialer Zusammenhalt

Im Vorschlag des Gemeinderates fehlen Informationen über die Auswirkungen auf die Lebensqualität der Bevölkerung, auf die Aufrechterhaltung des sozialen Gefüges sowie der Bildungsangebote für Kinder (Schulsport, Ferienpass, Kultur, Vereinsleben, Treffpunkte, ...) sowie auf die verschiedenen sozialen Gruppen.

Wir bringen hier einige Beispiele:

- Die Einschränkung der Reinigung des öffentlichen Raums sowie die Abschaffung der SIP erhöhen die Unsicherheit und schränken die Bewegungsfreiheit aller Frauen im öffentlichen Raum ein.
- Steigende Kosten für die Betreuung, Bildung und Freizeitgestaltung von Kindern wirken sich auf die Budgets der Familien aus und können sie dazu veranlassen, auf diese Leistungen zu verzichten. Die dadurch entstandenen Belastungen werden vor allem auf die Frauen Auswirkungen haben. FamiPlus oder die Kinderfreunde bspw. verlieren einen grossen Teil der Unterstützung.

- Die Arbeitsbedingungen des städtischen Personals werden sich verschlechtern, wenn nicht sogar Stellen abgebaut werden. Im ersten Fall wird die Einschränkung von Weiterbildungen, die Streichung von Material und die Digitalisierung vieler Aufgaben vor allem das weibliche Personal der Verwaltung treffen. Die Einschränkung der Reinigung beispielweise und der Bewachung öffentlicher Gebäude wird vor allem bei den Reinigungskräften, die zu den unteren Lohnklassen gehören, zu einem Stellenabbau führen.
- Zahlreichen Institutionen oder Vereinen werden die Subventionen gekürzt oder sie verschwinden ganz: Angebote in Bildung, Kultur, soziale Einrichtungen, Integrationsprojekte.

Bittere «Substanz» für die Frauen. Wann kommt endlich ein gendersensibles Budget?

Diese Organisationen spielen eine wichtige Rolle für den sozialen Zusammenhalt und bieten - oftmals dank der enormen Arbeit von Freiwilligen - kostenlose oder erschwingliche Leistungen an. Dies führt dazu, dass Menschen mit begrenzten Mitteln keinen Zugang mehr zu Aktivitäten hätten. Unter ihnen wären Frauen und Kinder, insbesondere in Einelternfamilien, besonders betroffen.

Diese wenigen Beispiele zeigen, dass die Frage der Gleichstellung der Geschlechter in den Sparmassnahmen nicht berücksichtigt sind. Im Gegenteil: Frauen leiden als Frauen im öffentlichen Raum, am Arbeitsplatz, in der Familie und in der Gesellschaft unter den Folgen der Einsparungen. Dies ist umso unverzeihlicher, als die Instrumente zur Abfederung dieser Ungleichheiten vorhanden sind und ein 2011 eingereichtes und angenommenes Postulat für die Einführung eines geschlechtersensiblen Budgets noch immer auf seine Umsetzung wartet.

Anmerkung der Redaktion: Dieser Text wurde im September geschrieben. Der Stadtrat hat am 19. Oktober einen Beschluss über die Maßnahmen gefasst, die Volksabstimmung findet am 27. November 2022 statt.

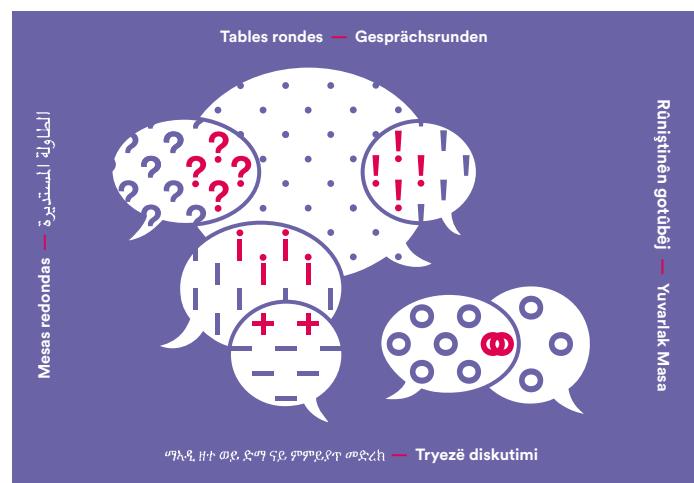
J'EN PARLE

Depuis 2010, effe organise, en collaboration avec Solidarité Femmes Biennne des tables rondes «j'en parle» sur les thèmes de la violence conjugale et familiale et du mariage forcé.

Public cible

Le projet s'adresse aux femmes et aux hommes issu.e.s de la migration (et à leurs familles) qui ne sont que peu intégré.e.s dans la société locale.

Les animatrices et animateurs du projet, ils/elles aussi migrant.e.s, bénéficient également du projet, car ce dernier leur permet de consolider leurs connaissances sur le fonctionnement de la société suisse et facilite leur intégration sur le marché du travail.



Objectifs de l'offre

Les tables rondes «j'en parle»

- permettent un échange dans un cadre protégé et dans la langue maternelle des participant.e.s,
- favorisent la prise de conscience des différences culturelles basées sur des représentations divergentes des rôles selon le genre dans les différentes sociétés,
- définissent le cadre pour le rôle, les devoirs et les droits de chacun · en tant que partenaire (conjoint), dans la famille et dans la société suisse,
- sensibilisent aux différentes formes de violence dans le couple, le partenariat, la famille,
- peuvent renforcer la relation avec le (la) partenaire et la famille,
- informer sur les lois, les droits, les obligations et les services de conseil,
- favorisent l'accès aux offres et services existants des structures ordinaires,
- renforcent le contact et la solidarité entre les femmes et les hommes de différentes cultures, afin de les sortir de leur isolement et de créer une dynamique multiplicatrice de migrant.e à migrant.e pour permettre de promouvoir la compréhension acquise lors des tables rondes également dans leur cercle familial et de connaissances,
- soutiennent et facilitent l'intégration des migrant.e.s et de leur famille dans la société locale.

La collaboration avec les femmes (les tables rondes avec des hommes et les tables rondes mixtes sont plutôt rares) permet d'exercer une influence sur l'ensemble de la famille, ce qui renforce considérablement la portée des informations et l'effet préventif.

D'où vient la violence ?

Le comportement violent repose sur une multitude de facteurs: les caractéristiques individuelles, le propre vécu, les situations de stress, les normes et valeurs culturelles, etc. influencent le comportement humain. Des situations souvent liées à l'expérience de migration/de fuite, telles que la perte des repères, la perte de son rôle et statut, le sentiment d'inutilité, le chômage, les traumatismes, etc. peuvent conduire à un sentiment d'impuissance qui peut s'extérioriser par la violence, comme une tentative de récupérer une certaine forme de pouvoir. Les frustrations provoquées par le sentiment d'impuissance peuvent ainsi engendrer des agressions qui se déchaînent au sein de la famille, envers la femme et les enfants ou dans la société, ou encore conduire à des formes de violence contre soi-même, à des comportements autodestructeurs, à différentes formes de dépendance ou à la dépression.

Lors de tables rondes mixtes, les hommes ont exprimé à plusieurs reprises le sentiment de ne pas être suffisamment soutenus dans leur situation et d'être laissés seuls face à leurs problèmes. L'élargissement de l'offre aux tables rondes organisées par et pour les hommes en 2020 avait notamment pour objectif d'atténuer à l'avenir de tels sentiments et de réduire ainsi les sources d'impuissance et les formes de violence qui y sont potentiellement liées.

L'organisation et le déroulement des tables rondes

Les médiateurs/médiatrices culturel.le.s de l'offre «j'en parle» sont des personnes clés qui disposent déjà d'un large réseau grâce à leur activité dans le cadre des programmes Femmes-Tische et Hommes-Tisches et jouissent d'une grande confiance tant auprès de nos institutions partenaires locales que dans leur communauté culturelle.

Cela facilite l'accès aux femmes et aux hommes concernés par la violence. Les situations de vie difficiles peuvent être abordées et, si nécessaire, les personnes concernées peuvent être orientées vers des spécialistes.

Les médiateurs/médiatrices culturel.le.s invitent les personnes intéressées à une table ronde «j'en parle» en annonçant – selon leur culture – plus ou moins directement le thème. Certain.e.s parlent directement d'une table ronde sur le thème de la «violence domestique» ou du «mariage forcé», d'autres d'une table ronde sur les relations et le partenariat, l'amour ou autre. La délicatesse de l'approche et la connaissance des valeurs et des traditions culturelles permettent d'aborder même des sujets tabous. Des photolangages aident à introduire le thème, l'objectif étant en premier lieu d'informer: qu'est-ce que c'est la violence, quelles sont les différentes formes de violence, l'impact de la violence domestique sur les enfants, la situation légale en Suisse et les services de consultation.

Pour une grande majorité des participant.e.s, violence signifie violence physique. L'information sur les autres formes de violence (psychique, économique, sexuelle) est donc primordiale. La prise de conscience de processus tels que la spirale de la violence augmente les chances de sortir d'une telle situation.

Il est essentiel d'expliquer aux participant.e.s combien il est important d'être au courant des droits et de la situation en Suisse en matière de violence domestique et de mariage forcé, même si on n'est pas soi-même concerné, car ces informations permettront également de soutenir un.e ami.e, voisin.e ou connaissance.

En outre, les participant.e.s nient souvent qu'ils/elles sont eux/elles-mêmes concerné.e.s et parlent «d'une connaissance», surtout au début. La participation à un groupe de discussion peut aussi permettre de prendre conscience de sa propre situation et renforcer la volonté d'agir.

Si les participant.e.s évoquent des situations personnelles de violence, ils/elles sont invité.e.s à s'adresser brièvement à l'animateur ou à l'animatrice à la fin de la table ronde pour recevoir les coordonnées de services spécialisés tels que Solidarité Femmes, centre LAVI, etc.

En lien avec une éventuelle séparation/divorce, l'après et le thème de la dépression sont régulièrement abordés. Dans ce cas, les animateurs/animatrices peuvent proposer une table ronde «Santé mentale» des programmes Femmes-Tische/Hommes-Tische.

Manuela Heé, responsable du projet chez effe.ch

J'EN PARLE

Seit 2010 führt effe in Zusammenarbeit mit dem Frauenhaus Biel Runde Tische «j'en parle» zu den Themen Gewalt in der Ehe und Familie sowie Zwangsheirat durch.

Zielpublikum

Das Projekt richtet sich an Frauen und Männer mit Migrationserfahrung (und an ihre Familien), die nur gering in der örtlichen Gesellschaft integriert sind.

Die Moderierenden des Projektes, selbst auch Migrant.inn.en, profitieren ebenfalls vom Projekt, denn letzteres erlaubt es ihnen, ihre Kenntnisse über die Funktionsweise der Schweizer Gesellschaft zu festigen und erleichtert ihre Integration in den Arbeitsmarkt.

Ziele des Angebotes

Die Runden Tische «j'en parle»

- ermöglichen den Austausch in geschütztem Rahmen und in der Muttersprache der Teilnehmenden,
- fördern das Bewusstsein für kulturelle Unterschiede, die auf unterschiedlichen Bildern der Geschlechterrollen in den verschiedenen Gesellschaften basieren,
- definieren den Rahmen für die Rolle, Pflichten und Rechte eines jeden als (Ehe-) Partner, in der Familie und in der Schweizer Gesellschaft,
- sensibilisieren für die verschiedenen Formen von Gewalt in der Ehe/ Partnerschaft/Familie,
- können die Beziehung zum Partner/zur Partnerin und zur Familie stärken,
- informieren über Gesetze, Rechte, Pflichten und Beratungsangebote,
- fördern den Zugang zu bestehenden Angeboten und Dienstleistungen der Regelstrukturen,
- verstärken den Kontakt unter und die Solidarität zwischen den Frauen und Männern verschiedener Kulturen, um sie so aus ihrer Isolation zu holen und eine multiplikatorische Dynamik von Migrant.in zu Migrant.in herzustellen und damit das an den Runden Tischen erworbene Verständnis auch in ihrem Familien- und Bekanntenkreis zu fördern,
- unterstützen und erleichtern die Integration von Migrant.inn.en und ihrer Familie in der hiesigen Gesellschaft.

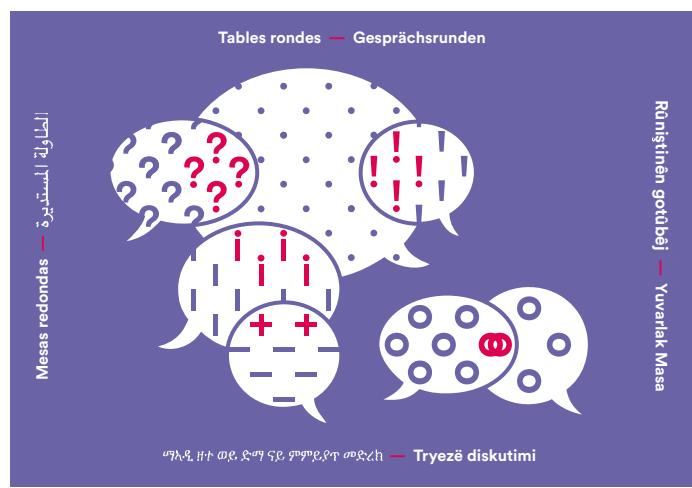
Die Zusammenarbeit mit den Frauen (Männer-Runden und gemischte Runden sind eher selten) erlaubt einen Einfluss auf die gesamte Familie, was die Reichweite der Informationen und die präventive Wirkung erheblich verstärkt.

Woher kommt die Gewalt?

Gewalttäiges Verhalten basiert auf einem Zusammenspiel verschiedener Faktoren: Individuelle Eigenschaften, Erlebtes, Stresssituationen, kulturelle Normen und Werte usw. beeinflussen das menschliche Verhalten.

Häufig mit Migrations-/Fluchterfahrung verbundene Zustände wie Orientierungslosigkeit, Rollen- und Statusverlust, Gefühl der Sinnlosigkeit, Arbeitslosigkeit, Trauma usw. können zu einem Ohnmachtsgefühl führen, das sich durch Gewalt äussern kann, als Versuch, eine gewisse Form von Macht zurückzugewinnen. Durch ein Gefühl der Machtlosigkeit hervorgerufene Frustrationen können so zu Aggressionen führen, die sich innerhalb der Familie, gegenüber Frau und Kindern oder in der Gesellschaft entladen, oder auch zu Formen von Gewalt gegen sich selbst, zu selbstzerstörerischem Verhalten, verschiedenen Suchtformen oder Depression.

Wiederholt äusserten Männer bei gemischten Tischrunden das Gefühl, allgemein zu wenig Unterstützung in ihrer Situation zu erhalten und mit ihren Problemen allein gelassen zu werden. Die Erweiterung von «j'en parle» um Gesprächsrunden von Männern für Männer im Jahre 2020 hatte unter anderem zum Ziel, solche Gefühle in Zukunft zu lindern und somit auch damit potentiell verbundene Quellen der Ohnmacht und Formen der Gewalt zu vermindern.



Die Gestaltung der Tischrunden

Die kulturellen Vermittelnden des Angebotes «j'en parle» sind Schlüsselpersonen. Sie haben dank ihrer Aktivität im Rahmen der Programme Femmes-Tische und Männer-Tische bereits ein breites Netzwerk und geniessen sowohl bei unseren lokalen Partnerinstitutionen wie auch in ihrer jeweiligen kulturellen Gemeinschaft grosses Vertrauen.

Dies erleichtert den Zugang zu betroffenen Frauen und Männern, schwierige Lebenssituationen können angesprochen werden und bei Bedarf kann an Fachpersonen weiterverwiesen werden.

Die kulturellen Vermittelnden laden interessierte Personen zu einem Runden Tisch «j'en parle» ein, wobei je nach Kultur mehr oder weniger direkt das Thema angekündigt wird. Manche sprechen direkt von einer Gesprächsrunde zum Thema «Häusliche Gewalt» oder «Zwangsheirat», andere von einer Runde zu Beziehung und Partnerschaft, Liebe o.ä. Die feinfühlige Art des Herangehens und die Kenntnis kultureller Werte und Traditionen erlauben auch das Ansprechen von Tabuthemen. Bildmaterial hilft in das Thema einzusteigen, wobei es in erster Linie um Information geht: Was ist Gewalt, welche Formen der Gewalt gibt es, Auswirkungen häuslicher Gewalt auf die Kinder, gesetzliche Lage in der Schweiz und Ansprechstellen.

Unter Gewalt wird von vielen Teilnehmenden ausschliesslich körperliche Gewalt verstanden. Die Information über andere Formen der Gewalt (psychisch, finanziell, sexuell) ist daher unerlässlich. Das Bewusstsein über Prozesse wie die Spirale der Gewalt machen ein Ausbrechen aus einer solchen Situation eher möglich.

Es ist grundlegend, den Frauen und Männern zu erklären, wie wichtig es ist, über die Rechte und Situation in der Schweiz bezüglich Häuslicher Gewalt und Zwangsheirat informiert zu sein, auch wenn sie selbst nicht davon betroffen sind. Mit ihrem Wissen können sie auch eine.n Freund.in / Nachbar.in, Bekannte.n unterstützen. Außerdem verneinen die Teilnehmenden insbesondere anfangs häufig, dass sie selbst betroffen sind und sprechen von «einer/einem Bekannten». Die Teilnahme an einer Gesprächsrunde kann auch dazu führen, die eigene Situation zu erkennen und die Bereitschaft zu handeln stärken.

Sprechen Teilnehmende persönliche Gewaltsituationen an, werden sie aufgefordert, am Ende der Runde kurz auf die oder den Moderierenden zuzukommen. Letztere verweisen danach auf Fachstellen wie das Frauenhaus, Opferhilfe u.ä.

Im Zusammenhang mit einer eventuellen Trennung werden regelmässig auch das Nachher und das Thema Depression thematisiert. Die Moderierenden können hier den Besuch einer Tischrunde der Programme Femmes-Tische/Männer-Tische zum Thema «Psychische Gesundheit» vorschlagen.

Manuela Heé, Projektverantwortliche bei effe.ch

Campagne nationale «16 jours contre la violence faite aux femmes*» à Biel

Plus que jamais, en 2022, les femmes* ont été attaquées dans leurs droits. Or chaque attaque mène directement ou indirectement à un certain isolement et une détresse avec des conséquences potentiellement dramatiques.

Régression dans l'environnement national et international

Au niveau international, la possibilité aux États-Unis pour un État de supprimer le droit à l'avortement et de poursuivre les femmes pénallement nous fait frémir à l'idée des conséquences néfastes qui ne sauraient tarder. Cette tendance fait également des émules en Suisse puisque dernièrement, deux conseillères nationales UDC ont déposé des motions pour restreindre le droit à l'avortement.

En Suisse toujours, dans un autre registre, différents jugements rendus pour des accusations de viol nous ont profondément choquéEs. Ici, un viol a été qualifié de «particulièrement léger et relativement court» (Olten, novembre 2021) par le président de la Cour et a donc entraîné une réduction de la peine de l'agresseur; là, le président du tribunal a restreint la peine de l'agresseur en raison «des signaux que la femme envoie aux hommes» (Bâle, août 2021).

Cette violence systémique précarise toujours un peu plus les femmes, plus encore celles qui, pour diverses raisons, se trouvent déjà dans des situations de vie très compliquées. Certes, de nombreuses institutions et associations soutiennent les femmes dans leurs droits. Mais ces attaques répétées à différents niveaux nous font craindre une difficulté d'accès aux structures d'aide pour toutes les femmes*, encore plus pour celles déjà précarisées.

Éviter de nouveaux féminicides en Suisse

En 2021, selon le site www.stopfemizid.ch, 26 féminicides ont été répertoriés en Suisse. Combien ne l'ont pas été ? Combien auraient pu être évités avec un accès facilité et inconditionnel aux structures d'aide et / ou par une présence bienveillante au bon moment, au bon endroit ?



Elementaires muss wiederholt werden / Gewalt verletzt unsere Grundrechte

L'organisation des 16 jours contre la violence faite aux femmes* a pour but de sensibiliser la population ainsi que de promouvoir la visibilité des institutions qui font un immense travail sur le terrain 365 jours par année. Notre objectif est également de favoriser l'empowerment des femmes* elles-mêmes, bien conscientes que de nombreuses femmes* n'ont pas la possibilité de se rendre aux événements organisés (ex: cours d'autodéfense). Mais l'objectif n'est pas vain: des voisines sensibiliséEs qui agissent au bon moment, ce sont des drames évités.

Pour faire un don/Spenden: CH43 0900 0000 1539 8803 6, fem. Streikkollektiv Biel, Burggasse 4, 2502 Biel (mention/Vermerk: 16jours)
Pour le groupe de travail biennois «16 jours contre la violence faite aux femmes*»

Michelle Gisiger & Serena Ferrari, Collectif Biennois de la grève féministe

Nationale Kampagne «16 Tage gegen Gewalt an Frauen*» in Biel

Im Jahr 2022 wurden die Rechte von Frauen* mehr als je zuvor angegriffen. Jeder Angriff auf die Rechte der Frauen führt direkt oder indirekt zu einer Isolation und Notlage, welche dramatische Folgen haben kann.

Der Angriff auf das Recht auf Abtreibung in einigen Bundesstaaten in den USA lässt uns frieren, wenn wir daran denken, was als nächstes kommen kann. Dass Frauen, welche es wagen, sich über dieses Verbot hinwegzusetzen, in Zukunft strafrechtlich verfolgt werden können, ist absolut inakzeptabel. Die Entwicklung in den USA hat leider auch hierzulande schnell NachahmerInnen gefunden: kürzlich haben zwei SVP-Nationalrättinnen Motionen eingereicht, um das Recht auf Abtreibung auch in der Schweiz einzuschränken.

Verschiedene Urteile zu Vergewaltigungsfällen haben uns zutiefst schockiert. So wurde eine Vergewaltigung vom Gerichtspräsidenten als «besonders leicht und relativ kurz» (Olten, November 2021) bezeichnet und führte daher zu einer Strafmilderung. Anderswo wurde das Strafmaß für den Täter aufgrund der «Signale, die die Frau an die Männer sendet», eingeschränkt. (Basel, August 2021) ein.

Diese systemische Gewalt macht die Situation für Frauen immer prekärer, insbesondere für diejenigen, die sich aus verschiedenen Gründen bereits in komplizierten Lebenssituationen befinden. Zwar gibt es zahlreiche Institutionen und Vereine, die Frauen* bei der Sicherung ihrer Rechte unterstützen.

Neue Frauenmorde abwenden

Im Jahr 2021 wurden laut www.stopfemizid.ch in der Schweiz 26 Frauenmorde registriert. Wie viele wurden nicht getötet? Wie viele hätten durch einen erleichterten und bedingungslosen Zugang zu Hilfsstrukturen und/oder durch eine wohlwollende Präsenz (aus der Nachbarschaft, von ArbeitskollegInnen, SchullehrerInnen, Freundeskreis, Medizinisches Personal usw.) zur richtigen Zeit am richtigen Ort verhindert werden können?

Dies ist der Grund für die Organisation der Kampagne «16 Tage gegen Gewalt an Frauen*», der Bieler Arbeitsgruppe, die aus dem Bieler Feministischen Streikkollektiv hervorgegangen ist, die wir seit 2019 leiten. Mit der Durchführung dieser 16 Tage streben wir an, die gesamte Bevölkerung für das Thema Gewalt gegen Frauen* zu sensibilisieren sowie die Institutionen, die vor Ort 365 Tage im Jahr eine immense Arbeit leisten, zu unterstützen und sichtbarer zu machen. Unser Ziel ist es auch, das Empowerment der Frauen* selbst zu fördern, wobei wir uns bewusst sind, dass viele Frauen* nicht die Möglichkeit haben, zu organisierten Veranstaltungen zu kommen (z. B. Selbstverteidigungskurse). Aber das Ziel ist nicht vergeblich: Sensibilisierte NachbarInnen, die im richtigen Moment handeln, können zukünftige Tragödien verhindern.

Agenda

Frieden anders denken – Politisches Nachtgebet auf dem Ring

07.11.2022, 18:30–19:00. Arbeitskreis

Samedi / Samstag, 26.11.22

Stand d'information au marché. Infostand in der Bieler Altstadt/Vieille ville, 9.00–12.00

Cinéma / Filmpodium Mardi / Dienstag, 29.11.22

« La Nuit du 12 » de / von Dominik Moll
Discussion avec le collectif écoféministe la BISE et Nicole Emch, coordinatrice du travail de sensibilisation et des relations publiques au sein de l'association ACT212.

Diskussion mit dem öko-feministischen Kollektiv la BISE und Nicole Emch, Koordinatorin Sensibilisierungs- und Öffentlichkeitsarbeit beim Verein ACT212.

Filmpodium, Faubourg du Lac / Seevorstadt 73, 2 séances / 2 Filmvorführungen **18.00 / 20.30**

Conférence Vendredi / Freitag 02.12

L'Association Mel présente une conférence sur les comportements abusifs et manipulateurs qui peuvent amener au féminicide.

Die Mel Association präsentiert einen Vortrag über missbräuchliches und manipulatives Verhalten, das zu Femizid führen kann.

HEP BEJUNE, Chem. de la Ciblerie / Scheibenweg 45, 19.00

Exposition Mercredi / Mittwoch 07.12

Violences sexistes, de la fiction à la réalité.
Présentation de l'exposition avec l'association DécadréE et le collectif la Bise.

Sexistische Gewalt, von der Fiktion zur Realität. Präsentation der Ausstellung mit dem Verein DécadréE und dem Kollektiv la Bise.
Der Ort, Marktgasse 34, 18.30

One woman show Vendredi / Freitag 09.12

Chaque fois il disait pardon. Par et avec Ana Yva sur les violences domestiques suivi d'une table-ronde avec le réseau d'égalité du canton de Berne francophone et d'autres intervenantEs. Von und mit der Autorin Ana Yva über Häusliche Gewalt, gefolgt von einer Podiumsdiskussion mit dem Gleichstellungsnetzwerk des Kantons Bern

Nebia poche, Rue Haute 1, 20.00 (Ouverture/Türöffnung: 19.00)

Prix conseillé: Min. 15.– / Soli: Ab 15.–

One woman show auf Französisch! Die Podiumsdiskussion wird auf Deutsch übersetzt.

Exposition / Ausstellung 25.11 – 10.12

Violences sexistes, de la fiction à la réalité.
Sexistische Gewalt, von der Fiktion zur Realität. Der Ort, Marktgasse 34, lu/mo/ve/fr 9.00–17.00

Plus d'informations: www.16jours-bielbienne.ch

FRAUENPLATZ Biel/Bienne FEMMES EN RÉSEAU

c/o Arbeitskreis für Zeitfragen
Ring 3
2502 Biel / Bienne

In eigener Sache

WANTED !

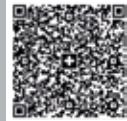
Wir suchen Kolleginnen für den Vorstand: Redaktion, Veranstaltungen organisieren, ... bitte meldet euch bei uns!

Nous recherchons des collègues au comité, surtout pour nous renforcer à la rédaction et dans l'organisation d'évènements.

N'hésitez pas à nous contacter !

Vos dons sont les bienvenus / Spenden sind willkommen !

Frauenplatz, c/o Arbeitskreis, Ring 3, 2502 Biel
CH11 0900 0000 2501 4810 7
Vos dons sont les bienvenus
Spenden sind willkommen!



Lotte Wälchli (16.6.1932–12.9.2022): Friedensfrau, Feministin und Freundin



Ich vermisste sie schon heute. Oder eigentlich schon länger. Denn in den letzten Monaten kam sie nicht mehr. Aber vorher – da stand Lotte da. Als Friedensfrau und Aktivistin, als Feministin und kritische Mitdenkerin und Freundin. Sie kam, wenn es um brennende, sozialpolitische Fragen ging. Sie nahm am Politischen Nachtgebet auf dem Ring teil und half beim Einpacken der Kulturelle. Die Gruppe der Frauen für den Frieden Biel wurde erst aufgelöst, als Lotte nicht mehr dabei sein konnte. Noch letztes Jahr kam sie in die Lesegruppe, nahm an allem Teil, was sie bewegte: feministische Theologie, Bibellektüre, Frauenstreik, Vernissage von wichtigen Büchern und an Gesprächsabenden über die Nakba oder die Konzernverantwortungsinitiative.

Lotte war Lehrerin. Sie war eine gebildete, kluge Frau. Sie las viel und dachte gründlich nach. Ihre Biografie hatte einige Kurven, aber der Spur der Gewaltfreiheit und des Friedens blieb sie treu. Wenn sie mich sah, lachte sie und erinnerte sich gern an unseren letzten Disput. Denn wir mussten nicht einer Meinung sein. Sie liebte kritische Fragen und fand Widerspruch anregend. Selbst widersprach sie, so oft es ging. Noch am letzten Telefon, das wir miteinander hatten, stellte sie fest: «Siehst du, ich rege mich noch immer auf.» Sie lachte laut und herzlich. Der Frauenplatz konnte auf sie zählen. Sie war da, weil es sie interessierte, weil sie ungeduldig hoffte, dass sich etwas bewegen liesse. Ihr Temperament war für uns alle ein Motor. Sie verstarb mit 90 Jahren.

Luzia Sutter Rehmann, Arbeitskreis für Zeitfragen

Lotte Wälchli, féministe, enseignante, militante pour la paix

Lotte nous a quittées à l'âge de 90 ans. Dans tous les domaines, Lotte s'est engagée pour un monde meilleur. Chez Femmes pour la paix, Femmes en réseau et partout l'on avait besoin de son esprit vif, de son goût du débat ou d'un coup de main pratique, elle répondait présent. Lotte nous manque, comme militante et comme amie.

Foto: Lotte Wälchli, langjährige Aktivistin und Friedensfrau. © Matthias Käser, Bieler Tagblatt

Impressum

Herausgeberin / Editrice:
Frauenplatz Biel / Femmes en réseau

Erscheinungsform / Parution:
erscheint halbjährlich
2 fois par année

Auflage / Tirage: 500 Ex.

Abonnement / Abonnement:
CHF 20.–

Grafik / Layout:
RondPoint, Biene, www.rondpoint.ch

Produktion / Production:
nhx, New.Helio-XPress GmbH

Abbildungen / Images:
Seiten 1-7: Roqia Alavi, Nidau

Seite 8 Foto Matthias Käser, Bieler Tagblatt

Rédaction:
Enora Brunet, Nicole Ding, Gilliane Kern,
Sabine Schnell

Traduction: Nicole Ding